

*Initiatives ministérielles*

dre physiquement. C'est vrai des gens, cela l'est aussi des pays. Nous ne voulons ni ne pouvons abandonner cet aspect de notre recherche de paix et de sécurité.

Nous pouvons, le moment venu et dans un autre domaine, établir de meilleures relations avec tous les pays, encourager et stimuler l'établissement de principes démocratiques et, en même temps, faire observer strictement ces principes qui assureront la paix et la sécurité dans l'avenir.

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce):** Monsieur le Président, nous appuyons la motion parce que nous croyons que la CSCE pourrait être le fondement d'un nouveau système de sécurité européenne. Cela dit, nous pensons qu'il faut éclaircir certains points et poursuivre nos efforts. Nous appuyons le principe selon lequel la CSCE serait le fondement d'un nouveau système de sécurité européenne parce que les vieux systèmes sont en train de s'effondrer, et pour cause.

Les deux organisations traditionnelles pour la sécurité en Europe—l'OTAN et le Pacte de Varsovie—sont des organisations vouées à la confrontation parce qu'elles ont été établies à la fin des années 1940 pour se défendre l'une contre l'autre. Maintenant que la détente règne en Europe, que le nombre de traités de désarmement augmente sans cesse et qu'on a annoncé dernièrement que le Pacte de Varsovie pourrait fort bien être dissout l'an prochain, l'Europe a besoin de trouver un nouveau système de sécurité. La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe est le forum logique à cette fin.

C'est le forum logique parce qu'il rassemble non seulement les pays européens de l'Est et de l'Ouest—les pays du Pacte de Varsovie et de l'OTAN—mais également le Canada et les États-Unis. À notre avis, la présence de ces pays-là est essentielle si nous voulons que l'Europe soit vraiment sécuritaire ainsi que politiquement et économiquement stable.

J'ai fait allusion au mouvement de détente en Europe. Bien sûr, elle n'est pas complète, mais il y a quelques années on a signé un traité concernant les forces nucléaires intermédiaires. En octobre, on a accepté un projet de traité visant à réduire les forces conventionnelles en Europe. Les entretiens sur la réduction des armements stratégiques vont bon train. Nous avons eu ici la conférence sur le ciel ouvert où il a été question de mesures

propres à renforcer la sécurité et d'autres sur le désarmement. L'autre facteur important dont il faut tenir compte, c'est la réunification de l'Allemagne, car cela va contribuer à stabiliser davantage la situation en Europe.

Compte tenu de tout ce qui se passe, pourquoi faut-il créer un nouveau système de sécurité? Certains des pays d'Europe de l'Est optent pour un gouvernement conservateur ou libéral, tandis que d'autres optent pour une nouvelle forme de communisme ou de socialisme où la démocratie est beaucoup plus présente que dans le passé. Mais les bureaucraties dans ces pays demeurent en place, surtout dans les pays d'Europe de l'Est où, malgré les changements aux échelons supérieurs, les communistes de vieille souche sont toujours présents, de telle sorte qu'il reste encore beaucoup de travail à faire.

Cela dit, monsieur le Président, des risques de conflits sont en train de voir le jour dans la nouvelle Europe. Des conflits risquent de surgir par suite d'une recrudescence du nationalisme, et entraîner la chute des autorités centrales, que ce soit en Yougoslavie, en Union soviétique ou ailleurs. On voit apparaître des groupes minoritaires au sein de divers pays, groupes qui peuvent constituer une certaine menace. Il y a aussi de vieux conflits frontaliers qui peuvent surgir. La disparité économique qui existe en Europe constitue également une menace, tout comme les masses de réfugiés économiques et politiques qui traversent les frontières pour se rendre dans l'Ouest et qui causent peut-être des bouleversements.

Il y a aussi la menace que posent les petites incursions frontaliers, mais aussi le terrorisme international. L'Europe dans son ensemble souhaite peut-être, par l'entremise de la CSCE, créer un cadre de coopération pour se protéger contre les attaques terroristes. Il ne faut pas oublier la menace que constituent aussi les problèmes environnementaux, la pollution de l'eau et de l'air—on a été témoin de la catastrophe de Chernobyl il y a quelques années. Comment la nouvelle Europe compte-t-elle affronter ces problèmes?

Ce sont toutes des questions auxquelles pourrait répondre une CSCE entièrement restructurée.

Nous accepterions que la CSCE serve de base au nouveau système de sécurité en Europe, mais nous voudrions aussi qu'elle soit restructurée, dotée de structures institutionnelles plus permanentes, d'institutions de formes plus variées, et d'un mandat nouveau et plus précis.